

Avec cette nouvelle Tribune, l'Institut Thomas More approfondit son travail d'analyse et de décryptage engagé depuis un an des nouvelles réalités russes et de leurs conséquences sur les relations entre l'Europe et Moscou. Le conflit en Géorgie est aujourd'hui l'occasion, brutale et inattendue pour beaucoup, de prendre la mesure de la détermination russe à peser sur la scène internationale de tout son poids de puissance retrouvée et décomplexée. Après l'analyse de ce phénomène vu du point de vue européen et occidental avec la récente publication de la Tribune de Jean-Sylvestre MONGRENIER *Lignes de front géorgiennes : l'Occident mis au défi*, la présente note de Laurent VINATIER cherche à livrer une grille de lecture opérationnelle de la position russe. Sans complaisance, l'auteur examine les motivations et les discours des dirigeants russes et propose des réponses à cette question, posée trivialement : qu'avaient-ils dans la tête lors du déclenchement du conflit au matin du 8 août 2008 ? Pour l'auteur, la Russie n'agit pas en puissance impériale expansionniste et conquérante. Les maîtres mots de sa politique extérieure sont, depuis Poutine, « protection » et « équilibre ». En cherchant à « protéger » ce qu'elle juge ses intérêts vitaux, la Russie, moins assurée qu'on le croit souvent, cherche à maintenir un « équilibre » des forces qu'elle croit favorable. La Russie n'agit pas, elle réagit. Et elle réagit en premier lieu aux avancées américaines dans ses zones d'influence historiques : en calquant son comportement et son argumentaire sur ceux des Etats-Unis depuis 2003, elle vise, non sans quelques succès au moins partiels, à désarmer les critiques occidentales. Mais au-delà du conflit géorgien, c'est l'avenir de la relation entre Russes et Occidentaux, au premier rang desquels les Européens, qui est en jeu. La démonstration de force russe de cet été prouve que l'Union européenne est plongée, qu'elle le veuille ou non, dans un jeu de puissances qui est loin d'être achevé.

## La Russie, une puissance post-impériale : le conflit géorgien vu de Moscou

**Laurent VINATIER**

➔ **Laurent VINATIER**, docteur en Sciences politiques de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, est chercheur associé à l'Institut Thomas More, animateur du Project on Emerging Actors à Bruxelles, et est l'auteur de *L'islamisme en Asie centrale, géopolitique des mouvements islamiques, des réformateurs aux radicaux* (Paris, Armand Colin, 2002) et *Russie : l'impasse tchéchène* (Paris, Armand Colin, 2007) et (en collaboration) *La Russie de Poutine à Medvedev* (Paris, Unicomm, 2008).



**L**a Russie n'est pas une puissance impériale et ne se pense nullement comme telle. Sur le terrain pourtant, dans le Caucase sud, les événements de ces dernières semaines semblent dire le contraire. Moscou a à première vue décidé de rétablir son emprise politique, militaire et économique sur ce qui constituait jusqu'en 1991 l'empire soviétique. A l'évidence, la Russie bafoue ostensiblement en Géorgie tout élément de souveraineté.

Sur le plan militaire d'abord : les troupes russes occupent aujourd'hui une zone tampon à l'intérieur du territoire géorgien, autour de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, de 40 et de 20 kilomètres, respectivement. Sur le plan économique ensuite : compte tenu de cette occupation armée, les Géorgiens n'ont plus le contrôle de certaines routes commerciales et des moyens de production englobés dans la zone confisquée. Ainsi, le terminal pétrolier de Kulevi qui assure les exportations par tanker du brut azéri, les principales entrées du port de Poti et l'aérodrome de Senaki ne sont plus accessibles, provoquant évidemment d'importants manques à gagner financiers. Sur le plan politique enfin : la reconnaissance par la Russie des indépendances ossète et abkhaze résonne comme une douloureuse humiliation infligée au président géorgien que Moscou n'en finit pas de punir pour son épopée malheureuse du début du mois d'août. Mais le rétablissement formel de l'autorité russe sur l'Etat de Géorgie n'est pas prévu. Il ne s'agit en aucun cas d'une reconquête.

# 1 Le modèle « post-impérial » russe

Ce texte voudrait montrer que le présent engagement russe en Géorgie répond essentiellement à une logique « de protection et d'équilibre », pensée comme telle au Kremlin et devenue durant le second mandat de Vladimir Poutine, à partir de 2004, un principe clé de la politique étrangère de la Russie face à l'expansion jugée hostile de l'OTAN et aux velléités d'influence américaines au sein de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Raisonnant dans le cadre d'un jeu d'influences internationales à somme nulle, les dirigeants russes de l'époque, qui sont les mêmes aujourd'hui, considèrent que là où les Etats-Unis avancent, les Russes reculent et inversement. Par conséquent, il convient de compenser toute implication américaine dans un domaine par une réaction russe dans un autre, afin de préserver un équilibre des puissances sur la zone considérée et d'ainsi préserver des positions russes, consolider des acquis, y compris par le biais de liens politiques privilégiés, dont les retombées financières sont souvent très lucratives.

En Asie centrale, peu après l'installation de bases américaines en Ouzbékistan et au Kirghizstan en 2001, la Russie renforce les liens de sécurité avec les pays de la zone au sein de la nouvelle Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) qui remplace en 2002 l'ancien traité moribond. Elle prend soin parallèlement d'établir des relations cordiales avec les principaux dirigeants locaux qui disposent dans leur sous-sol de réserves gazières considérables ; il sera plus facile alors pour Gazprom de les préempter et d'éviter ainsi qu'elles soient vendues directement à l'Ouest. En Ukraine en 2004, devant la montée en puissance des forces de la « coalition orange », les autorités russes soutiennent vivement le Premier ministre sortant. En Azerbaïdjan, la Russie multiplie les partenariats et promesses de collaboration militaires afin de contrebalancer les offres de Washington. Concernant le bouclier antimissile américain, le Kremlin n'a de cesse de chercher des contre-propositions à chaque nouveau pas de Washington vers sa mise en place.

En somme en réagissant, la Russie se protège.



L'intervention en Géorgie de cet été n'échappe pas à la règle, sauf que pour la première fois les autorités de Russie prennent l'initiative ; elles agissent en amont d'une manière forte et en quelque sorte « préventive ». Pour la première fois, la Russie est prête à en assumer toutes les conséquences au niveau mondial ; pour la première fois, elle prétend calquer sa stratégie sur les pratiques et règles d'analyse américaines, en faisant peu de cas du droit international et grand cas de leurs intérêts propres... Ce sont ces nouveautés qui déstabilisent les Occidentaux et que nous proposons de qualifier de « post-impérial », au sens, répétons-le, où ce n'est plus la conquête ou la domination qui comptent mais le souci de l'équilibre entre puissances dans une région spécifique.

Ainsi, successivement, nous préciserons le point de vue russe sur l'omniprésence internationale américaine au cours des années 2000, puis expliciterons les objectifs de l'intervention en Géorgie, ainsi que ses modalités formelles, avant d'étudier les options diplomatiques choisies par Moscou pour gérer les conséquences de ses actes. Enfin, dans une démarche plus prospective, nous tenterons de caractériser les futures applications du modèle post-impérial russe, en commençant bien sûr par la Géorgie concernée à très court terme puis en poursuivant avec la Crimée, la Transnistrie et le Haut-Karabagh.

## 2 Le contexte international des années 2000 : la Russie à la traîne

Au cours de la décennie 2000, que dominent les Etats-Unis, la Russie ne dispose que de faibles marges de manœuvre. Elle est bien souvent incapable de s'opposer à l'unilatéralisme des Américains. Le Kosovo en 1999 est pour elle un traumatisme durable ; l'extension de l'OTAN aux pays d'Europe de l'Est également. Elle soutient en 2003 les critiques allemandes et françaises sur l'intervention en Irak et fait reproche à Washington de son « mépris » pour l'ONU et le Conseil de Sécurité. Par la suite, la perspective de l'installation des missiles antimissile à proximité du territoire russe paraît d'autant plus insupportable aux dirigeants de Moscou qu'ils n'ont aucun moyen crédible d'y résister ; puis en 2008, c'est l'affront de l'indépendance du Kosovo, en contradiction avec le droit international, et l'humiliation de la Russie face à la Serbie pour n'avoir pas su empêcher l'insulte du démembrement.

A cela s'ajoutent les revers russes en CEI, engendrés par l'expansion de la démocratie à l'occidentale – la « révolution des roses » à Tbilissi en 2003 et la « révolution orange » à Kiev en 2004 – et surtout les ambitions atlantistes de ces deux Etats, qui ne cachent pas leur volonté d'intégrer l'OTAN. A ce titre, entendu depuis Moscou, le message émis à Bucarest, lors du dernier sommet de l'OTAN en avril 2008, ne souffre aucune ambiguïté : l'ouverture de l'Alliance à l'Ukraine et à la Géorgie n'est qu'une question de mois. La Russie se sent victime, en somme, de l'unilatéralisme des Etats-Unis, grande puissance ou même « hyper-puissance » qui peut s'affranchir de l'ONU, invoquer les droits de l'Homme afin de dissimuler ses véritables intérêts stratégiques et choisir de respecter ou non telle ou telle pratique et règle internationale, selon les circonstances.

Le discours de Munich prononcé en février 2007 par le président Vladimir Poutine, certes déjà maintes fois cité, est particulièrement éloquent sur ce point :

« Nous sommes témoins d'un mépris de plus en plus grand des principes fondamentaux du droit international. Bien plus, certaines normes et, en fait, presque tout le système du droit d'un seul Etat, avant tout, bien entendu, des Etats-Unis, a débordé de ses frontières nationales dans tous les domaines: dans l'économie, la politique et dans la sphère humanitaire, et est imposé à d'autres Etats ».

Un peu plus loin :



« Lorsque l'ONU réunira réellement les forces de la communauté internationale qui pourront réagir efficacement aux événements dans certains pays, lorsque nous nous débarrasserons du mépris du droit international, la situation pourra changer. Sinon, elle restera dans l'impasse et les lourdes erreurs se multiplieront. Il faut œuvrer pour que le droit international soit universel aussi bien dans sa compréhension que dans l'application de ses normes »<sup>1</sup>.

A l'été 2008, vue de Moscou, la possibilité d'intervenir en Géorgie offre ainsi une formidable opportunité de répondre aux Etats-Unis à la fois sur le fond et sur la forme.

## 3 Objectif de l'intervention en Géorgie : le « retour à l'équilibre »

L'opération géorgienne en Ossétie du Sud, qui *de jure* constitue un acte de politique intérieure, donne l'occasion à la Russie de procéder à une véritable démonstration de puissance. Le Kremlin et le gouvernement ne s'encomrent pas des questions de souveraineté : ils prennent l'initiative d'envahir partiellement la Géorgie et de l'occuper un temps. Le but premier est littéralement de punir Tbilissi pour la remise en cause du *statu quo* politique et militaire dont les autorités russes soupçonnent qu'elle ait pu être cautionnée par Washington. Par voie de conséquence, faisant d'une pierre deux coups, la Russie entend ainsi également, allant au bout de sa logique d'intervention et en reconnaissant les deux entités sécessionnistes, mettre un coup d'arrêt brutal à toute influence structurelle et formelle des Etats-Unis dans le Caucase Sud.

Concernant l'intervention en elle-même, la Russie déploie d'importants moyens militaires, sans doute disproportionnés. Sa victoire sur le terrain est rapide et totale, à la manière somme toute d'une grande puissance... et à l'instar, du moins pousse-t-elle à l'analogie, des Américains en Irak. Beaucoup a déjà été écrit sur la conduite de la guerre ; il n'est pas nécessaire de reprendre ici les faits. Un commentaire cependant paraît utile sur le degré d'improvisation, ou non, de la réponse russe. Celle-ci sans doute n'est ni complètement planifiée ni complètement imprévue. Comme le font savoir la plupart des experts militaires russes, dignes de confiance, « la Russie, depuis plusieurs mois déjà, adresse des messages [dissuasifs] à la Géorgie »<sup>2</sup>. Il n'est pas innocent en effet que des troupes militaires russes arrivent en Abkhazie pour réparer les voies de chemin de fer au printemps et que des exercices militaires aient lieu dans le Caucase Nord, non loin de la frontière géorgienne en juillet. Il s'agit là d'une stratégie essentiellement « préventive », visant à impressionner Tbilissi mais n'indiquant peut-être pas une absolue volonté d'en découdre. Par ailleurs, il est également vrai que les escarmouches entre Géorgiens et Ossètes qui se multiplient et qui, pour celles engagées par les Ossètes, ne peuvent survenir sans l'assentiment des Russes, ne visent qu'à provoquer Tbilissi et à pousser le président Saakashvili à la faute. Au fond, la posture russe est dans tous les cas gagnante : si la Géorgie, sous l'effet de la dissuasion, n'attaque pas, le *statu quo* perdure dans l'intérêt de la Russie ; si la Géorgie franchit le pas de « l'agression », alors la Russie est prête à lui infliger une douloureuse leçon et à reprendre dans le même temps l'initiative dans la région.

La reconnaissance officielle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud le 26 août 2008 par la Russie participe précisément de ce second et dernier objectif. Il semble indispensable à Moscou de rétablir un équilibre stratégique entre puissances dans le Caucase Sud. Peu importe que la Russie soit le seul pays au monde à reconnaître et soutenir ces deux entités indépendantes peu viables, principalement pour l'Ossétie du Sud<sup>3</sup>. L'essentiel ici est que la Russie puisse officiellement, de son point de vue, conclure

<sup>1</sup> Discours de Munich, 10 février 2007, consultable en français par exemple sur le site <http://www.wlym.com/~montreal/fr/documents/poutine.php>.

<sup>2</sup> Viktor Baranets, propos rapportés par *Le Monde*, 1<sup>er</sup> septembre 2008.

<sup>3</sup> Début septembre, le Nicaragua également reconnaît les deux entités.



avec ses deux nouveaux vassaux des accords militaires d'assistance mutuelle, ce qui revient en vérité à leur accorder une protection militaire. Ceux-ci devraient intervenir prochainement<sup>4</sup> ; on peut même avancer que l'Ossétie du Sud sera prochainement réunifiée avec l'Ossétie du Nord et rejoindra ainsi la Fédération de Russie. De cette façon, la Russie annihile tout espoir pour la Géorgie de se voir proposer d'intégrer le MAP lors du prochain sommet de l'OTAN. C'est ce qui était attendu et compris comme tel à Moscou, on l'a vu. Il est en effet très peu probable que les Etats de l'Alliance atlantique, à l'avenir, osent prendre en charge une telle candidature alors qu'une reprise des hostilités qui engagerait automatiquement la Russie ne peut plus être exclue.

## 4 Une intervention « miroir » des comportements américains sur la scène internationale

Sur la forme, c'est-à-dire sur les modalités de l'intervention, la volonté de similarité entre les choix pratiques russes et américains est frappante. La Russie use de justifications diplomatiques qu'elle croit calquées sur celles des Etats-Unis et reposant sur des principes d'action qu'elle veut identiques, en les mettant au service de ses intérêts propres défendus dans ce cas précis. Par définition, l'effet miroir aboutit à des résultats exactement inverses des gains américains.

### L'interprétation libre du droit international

La référence absolue que retiennent les Russes en la matière est l'intervention américaine en Irak, non autorisée par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Ils ne voient donc pas pourquoi on pourrait leur reprocher au nom du droit international le recours à la force dans le cas géorgien. En cela, la réponse du représentant de la Russie à l'ONU, Vitaly Chourkin, à son homologue américain, lors d'une session de Conseil de Sécurité consacrée à la Géorgie à la fin août, est exemplaire :

« Je voudrais dire que j'ai réellement apprécié les propos du représentant permanent américain qui a rappelé aux membres du Conseil que les Etats doivent éviter l'usage de la force ou la menace de l'usage de la force. Je voudrais donc demander à l'honorable représentant des Etats-Unis si [vous avez] finalement trouvé des armes de destruction massive en Irak ou si [vous êtes] toujours en train de les chercher »<sup>5</sup>.

Les responsables russes, là de manière plus classique et conformément à une pratique finalement assez répandue dans le monde, font également un usage différencié, « à la carte », du droit international ne retenant que les principes qui légitiment leur décision du moment. Sergueï Mironov par exemple, président du Conseil de la Fédération, déclare ainsi :

« Les peuples d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie ont droit à l'indépendance. L'un des principes majeurs légaux pour la reconnaissance de l'indépendance est le principe fondamental du droit international : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »<sup>6</sup>.

La Russie cependant, et les instances parlementaires au premier chef, se sont bien gardées de le respecter en Tchétchénie en 1994 et en 1999, lors des deux guerres successives qui ont embrasé la république. Pourtant les deux fois, le peuple tchétchène s'était exprimé sans doute possible en faveur de l'indépendance. L'élection en 1997 d'Aslan Maskahdov, héros de la guerre et leader séparatiste,

<sup>4</sup> Liz Fuller, "What's Next For South Ossetia And Abkhazia?", *Russia Report*, RFE RL, 26 August 2008.

<sup>5</sup> Nikola Krastev, "Russia-West Dispute Over Georgia Roils UN", *Russia Report*, RFE RL, 29 August 2008.

<sup>6</sup> "Russian Parliament Recognizes South Ossetia, Abkhazia Independence". *Russia Report*, RFE RL, 25 August 2008.



avait même été observée et validée par l'OSCE. En l'occurrence, les autorités russes ont fait valoir un autre principe prédominant du droit international : l'intégrité territoriale des Etats. Ils l'ont oublié dans le cas de la Géorgie, comme les Américains l'avaient fait, selon eux, vis-à-vis de la Serbie.

## L'application du principe de « deux poids deux mesures »

L'argument est simple et bien connu, mais il mérite d'être rappelé ici, puisque c'est la justification politique unique, sérieuse, que les Russes opposent à leurs critiques internationales. Selon eux, l'indépendance du Kosovo crée un précédent qui ne peut être nié qu'en appliquant le principe du « deux poids deux mesures ». Le président Vladimir Poutine, encore en fonction à l'époque, avait prévenu :

« Le Kosovo est un précédent terrifiant. Il casse en lui-même tout le système des relations internationales qui a prévalu non pas seulement quelques décennies mais plusieurs siècles. Il ne fait aucun doute qu'il porte en lui une longue chaîne de conséquences imprévues »<sup>7</sup>.

Ainsi pour Moscou, il n'y a aucune raison de refuser la reconnaissance de leur indépendance à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud. Cela dit, la Transnistrie en Moldavie ou la région du Xin-Jiang en Chine ne devraient pas pour autant voir leurs revendications séparatistes aboutir prochainement. La Russie joue ici sur un double tableau contradictoire, qui revient en somme – comme les puissances occidentales, et les Etats-Unis au premier chef dans leur esprit – à pratiquer le principe de « deux poids deux mesures ».

## Références morales aux droits de l'Homme et à la protection des populations

La Russie cherche à reprendre ici le cadre moral que les Etats-Unis invoquent lors de leurs interventions militaires, notamment au Kosovo : c'est-à-dire la lutte au nom de la liberté, de la démocratie, contre les tyrans et les oppressions. Au début des hostilités, les mots « génocide », « nettoyage ethnique », « crimes » sont employés sans nuance par les dirigeants russes pour qualifier l'opération du président Saakashvili en Ossétie du Sud :

« Ce fait [le nettoyage ethnique] est considéré comme un crime dans la vie internationale. Tuer des milliers des civils, ça s'appelle un génocide »<sup>8</sup>.

Le 27 août, lors d'une interview à la BBC, le président Dmitri Medvedev renchérit :

«La Russie a empêché les meurtres, a essayé de préserver l'unité de l'Etat géorgien. Mais après le génocide organisé par le régime de Saakashvili, la situation a changé et le plus important était de prévenir une catastrophe humanitaire »<sup>9</sup>.

Selon lui, l'analogie est évidente. Bien sûr, il s'agit de mettre les dirigeants occidentaux devant leurs contradictions ; mais il ne faudrait pas mésestimer également l'usage, très politique, au premier degré, qui est fait de ces références. La Russie considère qu'il est de son droit d'interpréter, comme elle le souhaite et comme cela l'arrange, les notions de génocide et de catastrophe humanitaire.

On le voit, à l'exception de la troisième et dernière modalité formelle de l'engagement, qui est une pratique déjà éprouvée ailleurs du gouvernement russe, le Kremlin, en intervenant en Géorgie, rompt

<sup>7</sup> *Associated Press*, 22 février 2008.

<sup>8</sup> Maria Golovkina. "Russia's Medvedev strikes tough, Putin-like tone". *Reuters*, 12 August 2008.

<sup>9</sup> Propos rapportés par le média serbe B92, « Medvedev: Kosovo as justification », 27 August 2008.



explicitement avec ses doctrines antérieures sur le rôle de l'ONU et le rejet de la différenciation des situations. Désormais, d'une part, les autorités de Moscou ne tiennent plus compte d'avis ou d'autorisations éventuelles du Conseil de Sécurité ; d'autre part, elles font leur le principe du « deux poids deux mesures ». Ce retournement, que la Russie a osé en Géorgie car elle a en eu l'opportunité, indique qu'un cap a été franchi par ses dirigeants. Ceux-ci, conscients d'une certaine force retrouvée, n'hésitent pas à l'afficher et à renoncer aux règles classiques de la communauté internationale dont ils jugent qu'elles ne fonctionnent de toute façon pas de manière uniforme. En Géorgie, la Russie semble dire à ses partenaires et à ses voisins : « Au même titre que les autres puissances qui comptent, c'est-à-dire surtout les Etats-Unis et quelques Etats européens, nous avons choisi de faire désormais ce que nous voulons sur la scène internationale ».

La Russie entend agir maintenant selon ses propres règles : c'est un changement majeur.

## 5 Une gestion diplomatique efficace

En déclarant que la Russie ne craint pas « une nouvelle guerre froide », le président russe Dmitri Medvedev assume clairement la nouvelle posture internationale de son pays, révélée et mise en œuvre à l'occasion de la crise en Géorgie. Cette mise en garde explicite, voire outrée, est sans doute la meilleure façon de faire savoir au monde et aux quelques puissances qui pourraient envisager des mesures de rétorsion que la Russie est prête à l'épreuve de force. L'effet dissuasif fonctionne, d'autant qu'il est relayé par une diplomatie efficace qui a trois objectifs majeurs : diviser les Occidentaux, isoler la Turquie et apaiser les partenaires au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). A ce jour, force est de constater que l'objectif est atteint. La Russie ne risque plus grand-chose, au moins à court terme, après son intervention armée en violation du droit international.

### Diviser les Occidentaux

Les Occidentaux, Union européenne (UE) et Etats-Unis, sont, pour le moment, découplés. L'annonce le 1<sup>er</sup> septembre du report des négociations pour l'Accord de Partenariat avec la Russie est la seule mesure, ou demi-sanction, retenue par l'UE. Il n'est pas certain que Moscou y ait beaucoup à perdre ; au contraire même : sur le plan énergétique, l'Europe qui voulait introduire dans la négociation de l'Accord de Partenariat des règles de gouvernance plus libérales remettant en cause les privilèges de Gazprom et le monopole russe sur les voies de transport, se pénalise peut-être elle-même. Par ailleurs, il faut noter la volonté des Européens de s'impliquer dans le Caucase Sud et en Géorgie en particulier : objectif très louable mais qui pourrait cependant ressembler à un désengagement politique assorti de lots de consolation... et pas davantage.

Ce faisant, les Etats-Unis, qui ont opté d'emblée pour un discours de fermeté, ne paraissent pas en position de force. L'administration Bush étant en fin de mandat et les problèmes s'accumulant ailleurs – en Afghanistan, en Irak et en Iran –, il est peu vraisemblable, mais possible néanmoins, qu'ils poursuivent seuls sur la voie de l'affrontement, au moins diplomatique. Ils l'auraient fait sans doute si les Européens avaient adopté une ligne beaucoup plus dure. Ainsi, outre le retardement de son intégration à l'OMC – quasiment certain compte tenu du probable veto géorgien –, la Russie ne risque plus véritablement que de se voir évincer du G-8, sous la pression (éventuelle) des Etats-Unis.



## Isoler la Turquie

Vis-à-vis de la Turquie, l'action de la Russie est beaucoup plus directe. La visite de Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères, le 2 septembre pour discuter des relations bilatérales, atténue largement les ardeurs turques.

Dès le début du conflit en août, la Turquie cherche en effet à ne pas rester à l'écart du réaménagement politique en cours dans le Caucase et propose d'établir une plateforme caucasienne de coopération et de stabilité, incluant, avec elle, la Russie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan et devant faciliter une résolution définitive des conflits larvés dans la région. Au fur et à mesure des discussions, cependant, il apparaît que la Russie, qui contrôle en grande partie l'avenir de ces conflits, ne souhaite nullement partager ce pouvoir et que la Turquie elle-même, du fait de sa dépendance économique et énergétique à l'égard du gaz russe, n'a guère les moyens de lui contester cette influence prédominante. Le 2 septembre, de manière significative, entre Lavrov et Erdogan, il n'est plus question de plateforme caucasienne. La Turquie rentre dans le rang.

## Apaiser les partenaires de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)

La gestion du fait accompli en Géorgie paraît plus délicate par rapport à la Chine confrontée à des velléités autonomiste au Tibet et sécessionniste dans le Xin-Jiang, sans même évoquer le cas de Taiwan. La Russie d'ailleurs n'insiste pas lorsque au terme du sommet de l'OCS à la fin août à Douchanbé au Tadjikistan, ses alliés se limitent à appeler à une solution du problème par le dialogue et la négociation<sup>10</sup>.

Il n'est nullement question de reconnaissance des indépendances ni évidemment de sanctions contre la Russie. L'OCS choisit la neutralité qui a pour avantage de ne pas soutenir, de manière unanime, l'action russe en Géorgie : il n'y a donc pas de front commun des Russes et Chinois face à l'Occident. Les premiers en prennent acte. De même enregistrent-ils le refus chinois de s'associer à leur proposition d'assistance mutuelle en cas d'agression d'un des membres<sup>11</sup>. Cette défaillance de l'OCS, qui est sans doute la conséquence la plus grave que la Russie ait à gérer, n'est nullement insurmontable. Depuis plusieurs années en effet, Moscou ne cache pas sa préférence, concernant les coopérations militaires et sécuritaires en CEI, pour l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC), qui ne comprend pas la Chine<sup>12</sup>. Priorité sera donc donnée en la matière à l'OTSC qui devrait accueillir prochainement au moins l'Abkhazie, si l'Ossétie du Sud est effectivement rattachée à la Fédération de Russie. Ceux-là en revanche seront tenus à distance de l'OCS.

La Russie réussit ainsi, en Géorgie, une opération internationale sans conséquences majeures. Pour la première fois depuis 1991, alors que l'armée intervient dans le cadre d'une guerre hors de ses frontières, les autorités russes parviennent à faire entériner cette situation par la communauté internationale. Il s'agit d'un véritable test d'impunité que Moscou remporte avec succès. On ne peut donc exclure à l'avenir d'autres interventions de ce type, à certaines conditions cependant.

<sup>10</sup> *Ria Novosti*, 28 août 2008.

<sup>11</sup> *Le Monde*, 29 août 2008.

<sup>12</sup> Pour une analyse détaillée, voir Laurent Vinatier, Nina Bachkatov, Silvano Cassino, Jean-Sylvestre Mongrenier. *La Russie : de Poutine à Medvedev*. Unicom, mai 2008.





## 6 Perspectives post-impériales en Géorgie et au-delà

La crise militaire géorgienne révèle une nouvelle Russie, en latence depuis plusieurs années, qui trouve enfin à s'exprimer. C'est une Russie post-impériale qui prend corps, dont les maîtres mots sur la scène internationale ne sont ni conquête ni volonté de diffusion d'un modèle politique, mais « protection » et « équilibre ».

Il s'agit, pour l'instant, de consolider des positions d'influence politique et économique avantageuses à l'étranger, en limitant les avancées de puissances tierces. En grande partie défensive, la stratégie peut cependant devenir offensive en matière économique et dans un but essentiellement financier : il est question dès lors d'acquisition ou de prises de participations dans des intérêts économiques dans le cadre du développement capitaliste russe. En d'autres termes, outre ce dernier aspect économico-financier, l'enjeu est de maintenir un équilibre entre puissances, lequel doit protéger la Russie. Concrètement, vu de Moscou, en fonction des leviers d'influence disponibles, l'équilibre des influences et la croissance économique russe impliquent, parmi d'autres, les impératifs suivants : neutralité de la Géorgie ; partenariats privilégiés avec l'Ukraine et la Biélorussie ; neutralité de la Moldavie ; alliance politique, militaire et économique avec l'Arménie ; entente économique avec l'Azerbaïdjan ; contrôle total de l'acheminement des ressources pétrolières et gazières d'Asie centrale ; présence économique en Europe de l'est et de l'ouest par le biais d'acquisitions industrielles.

Compte tenu de son impunité assurée, la Russie semble désormais disposée à garantir ce schéma stratégique de son influence extérieure, par des actions de prévention ou selon un mode plus classique de réaction face à une progression « ennemie ».

### Achever le processus en Géorgie

En Géorgie, où il faut maintenant achever le processus, la neutralité du pays suppose, après la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, le départ du président Mikhaïl Saakashvili. C'est vraisemblablement l'ultime objectif russe. Dmitri Medvedev, lors d'une déclaration le 2 septembre, n'en a d'ailleurs pas fait mystère en qualifiant le président géorgien « de cadavre politique »<sup>13</sup>. L'établissement de la zone tampon et le maintien des troupes russes visent sans doute précisément à cela, comme une monnaie d'échange : les troupes russes encore stationnées quitteront le pays à condition que Saakashvili démissionne.

Le Kremlin ne cherche pas nécessairement à le remplacer par un homme de paille totalement dévoué, qu'il ne trouvera pas de toute façon parmi les candidats crédibles sur la scène politique géorgienne. Il s'agit ici simplement de promouvoir une personnalité plus mesurée, à l'instar par exemple de Nino Bourdjanadze, dont le nom aurait circulé selon certaines rumeurs entendues à Tbilissi<sup>14</sup>.

Ailleurs, l'engagement post-impérial de la Russie demeure encore hypothétique, mais il ne saurait être exclu, à l'instar des trois cas esquissés ici.

<sup>13</sup> AFP, 2 septembre 2008.

<sup>14</sup> Entretien informel par téléphone avec un journaliste français sur place.



## Se préparer à agir en Ukraine

L'Ukraine est loin d'être un partenaire privilégié de la Russie au même titre, par exemple, que la Biélorussie ou l'Ouzbékistan (après la crise d'Andijan en 2005). Si la perspective d'une invitation de l'OTAN à candidater au sein d'un Plan d'Action pour l'Adhésion à l'OTAN (MAP en anglais) devait se confirmer, il est vraisemblable que la Russie réagirait et tenterait de déstabiliser le pays.

L'un des leviers d'action les plus efficaces pourrait être l'instrumentalisation de la forte communauté russe (au sens ethnique) de Crimée. Au niveau non gouvernemental, des mécanismes de soutien sont déjà en place. Ainsi la municipalité de Moscou sous l'impulsion de Iouri Loujkov vient d'accorder, au début du mois de juillet 2008, 34 millions de dollars à diverses organisations de « la diaspora russe en Crimée »<sup>15</sup>. Si officiellement il s'agit de promouvoir la langue et l'éducation russe ou de favoriser les activités culturelles, en réalité, la destination finale de la plupart des fonds n'est pas connue et pourrait servir à terme à financer des actions séparatistes de sabotage. En 2005, les services secrets ukrainiens affirment justement avoir arrêté deux individus du Front national, l'une des structures les plus actives de la diaspora russe, à titre préventif pour ces raisons en particulier. Il est intéressant de relever que c'est Iouri Loujkov qui contrôla un temps les réseaux russes d'influence les plus performants en Abkhazie.

## Maintenir la pression sur la Moldavie

La Moldavie connaît une situation similaire à celle de la Géorgie : la région de Transnistrie a *de facto* fait sécession en 1991<sup>16</sup> et espère la reconnaissance de son indépendance par Moscou. Après avoir cherché le soutien de l'UE dans la résolution de la crise séparatiste, et jeter quelques ballons d'essai à destination de l'OTAN, le président moldave, Vladimir Voronine tend plus à ne traiter qu'avec Moscou. L'accord passé en 2005 est simple : la neutralité du pays contre des pressions russes sur les autorités de Transnistrie pour les obliger à accepter une solution qui maintienne la région dans le giron moldave. Depuis, les relations avec la Russie se sont largement améliorées. En août, malgré l'intervention en Géorgie, le président russe se montre ainsi plutôt conciliant, déclarant au président Voronine qu'une solution pourrait enfin être envisagée en Transnistrie<sup>17</sup>.

Il va de soi que si le président moldave remettait en cause la neutralité proclamée de son pays et envisageait de faire un choix atlantiste, la Transnistrie, automatiquement, retrouverait de grandes marges de manœuvre jusqu'à obtenir, de la part de la Russie, protection militaire et reconnaissance de son indépendance.

## Maintenir le rapport de force au Haut-Karabagh

Quant au conflit non résolu du Haut-Karabagh entre Arméniens et Azéris, qui pourtant, comme l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, refuse, depuis 1991, la tutelle du pays souverain au regard du droit international, le *statu quo* actuel convient parfaitement à la Russie. L'Arménie est un allié et l'Azerbaïdjan un partenaire économique accueillant des investissements russes conséquents ; les positions de Moscou sont ainsi assurées.

Il ne faut donc pas s'attendre dans l'immédiat à de quelconques mouvements russes sur ce conflit. Aucun des trois belligérants ne bouge d'ailleurs. Bakou attend ; Erevan met du temps du temps à

<sup>15</sup> *Kommersant*, 2 juillet 2008. La formule « diaspora russe » est de Iouri Loujkov lui-même.

<sup>16</sup> Elle autoproclame son indépendance en 1992.

<sup>17</sup> Déclaration le 25 août rapportée par Claire Bigg, "Georgia Woes Could Send Ripple Through Other Frozen Conflicts", *Russia report*, RFE RL, 27 August 2008.



apporter un timide soutien à l'initiative russe ; les Karabaghsis laissent les Arméniens négocier avec les Russes. Si l'Azerbaïdjan attaquerait, il est probable, mais pas certain, que la Russie aiderait l'Arménie ; elle le ferait cependant dans une moindre mesure et beaucoup plus discrètement qu'en Géorgie, à moins de vouloir sacrifier totalement ses intérêts économiques en Azerbaïdjan. Au fond, sur cet enjeu, Moscou n'a que peu de marge de manœuvre. Il est surtout important pour la Russie que le rapport des forces reste en l'état.

## 7 Conclusion

La Russie est redevenue une grande puissance. Dans le discours, le constat était déjà fait. Aujourd'hui, elle le démontre sur le terrain, contre la Géorgie qui lui a offert ce qu'elle attendait sur un plateau.

La Russie, depuis cet été, entend désormais agir : elle est entrée en quelque sorte dans la phase pratique de son accession au statut de grande puissance. La finalité n'est pas nécessairement la confrontation ; elle tend, à notre sens, plutôt vers la recherche de l'équilibre. Cela dit, dans le contexte actuel, que l'installation de la défense antimissile américaine en Pologne et en République tchèque ne va guère améliorer, l'objectif principal post-impérial appelle le conflit. On doit donc s'attendre dans les prochains mois à des initiatives russes peut-être armées en tout cas dissuasives contre des cibles permettant au Kremlin de tenter de faire reculer les Américains. L'Ukraine pourrait être l'une d'elles ; il est possible également que des missiles russes soient disposés en Biélorussie et que les Etats baltes connaissent une recrudescence de difficultés.

Face à cela, l'UE ne pèse guère. La Russie, suivant sa logique nouvelle de grande puissance, n'entend se mesurer et éventuellement répondre qu'à une autre grande puissance qui ne peut être l'UE, dont les capacités, à court terme au moins, sont minimes. D'éventuelles sanctions économiques risqueraient de se retourner contre les entreprises européennes qui exportent et investissent largement sur le marché russe en pleine croissance. Relancer la Politique de voisinage qui prétend aider les Etats concernés à se moderniser et à acquérir l'acquis communautaire, c'est-à-dire par exemple à lutter contre la corruption ne servirait pas davantage. Donner une perspective d'adhésion à l'Ukraine, s'avèrerait surtout contraignant en matière de réformes politiques intérieures, alors que le pays actuellement a surtout besoin de garanties concrètes et effectives de sécurité.

Il reste donc à donner corps à des projets de long terme, dont on sait qu'ils ne sont pas, depuis trop longtemps maintenant, le fort des décideurs européens. Ce sera pourtant l'unique porte de sortie dans un monde où la puissance compte encore, et sans doute plus que la norme, le droit ou l'attractivité de tel ou tel modèle politico-économique. Ainsi paraît-il essentiel, outre l'évidente nécessité de la mise en œuvre d'une politique commune européenne et de moyens militaires, de faire en sorte, dans un premier temps, que le projet de gazoduc Nabucco aboutisse : ce qui revient à accepter le principe de partenariats dignes de ce nom avec la Turquie... et surtout avec l'Iran. L'UE doit s'y préparer.



Programme d'étude **ENJEUX GÉOPOLITIQUES**

Série **L'EUROPE FACE AU MONDE**

Dernières publications 2007 - 2008

Retrouvez toute l'actualité de l'Institut Thomas More sur [www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)

**Lignes de front géorgiennes : l'Occident mis au défi**

Par Jean-Sylvestre MONGRENIER (Tribune N° 19, septembre 2008, Fr).

**L'Union européenne face à la Russie : les enjeux géopolitiques**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER (publié dans la « Revue parlementaire », septembre 2008, Fr./Eng.).

**Lignes de front caucasiennes : le « limes » géorgien**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER, juillet 2008.

**La Russie, de Poutine à Medvedev**

Rencontre, 28 mai 2008, Paris, Ministère de la Défense, à l'occasion de la parution du livre *La Russie, de Poutine à Medvedev*, par les chercheurs de l'ITM : L. VINATIER, N. BACHKATOV, S. CASINI et JS MONGRENIER, en partenariat avec la DAS du Ministère de la Défense et les éditions Unicomm.

**Quel avenir pour la Politique de Sécurité et de Défense européenne ?**

Texte de l'intervention de Jean-Sylvestre MONGRENIER à l'occasion de la Table ronde sur « l'avenir de la Politique de Sécurité et de Défense européenne » organisée par le Ministère des Affaires étrangères finlandais, 22 mai 2008, à Helsinki.

**Rencontre étudiante euro-israélienne 2008**

Rencontre, 20 mai 2007, Bruxelles, avec le Centre for the Study of European Politics and Society, Université Ben Gourion de Beer-Sheva (Israël).

**L'Union européenne et le « libéralisme » émergent en Russie : Vers une nouvelle stratégie de négociation**

Par Laurent VINATIER (Tribune N° 17, mai 2008, Fr).

**La Russie dans le Caucase Sud après le sommet de Bucarest : une « chasse non gardée »**

Par Laurent VINATIER (Tribune N° 16, avril 2008, Fr).

**Le front afghan, une guerre européenne**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER, avril 2008.

**Election de Medvedev : quelles évolutions de la politique étrangère et de sécurité de la Russie ?**

Rencontre de l'Institut Thomas More, 19 mars 2008, Paris, en partenariat avec la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS) du Ministère de la Défense.

**Aux portes de l'Europe : le défi iranien**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER, janvier 2008.

**Les armées françaises dans le Golfe Arabo-Persique : un avant-poste européen**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER, décembre 2007.

**Stratégie européenne en Asie centrale : le Kazakhstan a-t-il un rôle clé à jouer ?**

Rencontre, 21 novembre 2007, Paris. Intervenants: T. MARIANI, A. de MONTESQUIOU, P. MOREL, L. VINATIER. Podcast disponible sur le site Internet.

**Le Kazakhstan, « porte d'entrée » de l'Union européenne en Asie centrale ?**

Par Marlène LARUELLE et Laurent VINATIER (Tribune N° 14, novembre 2007, Fr/Eng).

**De l'Atlantique à la Caspienne : l'Europe et les enjeux eurasiatiques**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER, octobre 2007.

**La jeunesse d'opposition en Russie... à la recherche d'alternatives politiques**

Rapport de Laurent VINATIER, en partenariat avec le Project on Emerging Actors (octobre 2007, Fr/Eng).

**Les Européens et l'Iran : les impasses du « dialogue critique »**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER, septembre 2007.

**L'Organisation de Coopération de Shanghai : une « OTAN » eurasiatique ?**

Article de Jean-Sylvestre MONGRENIER, en collaboration avec Michel GUÉNEC, septembre 2007.

**Libye : ouvrir les portes du paradis ?**

Article de Samuele FURFARI, août 2007.

Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord FORMEL (par mail ou courrier) de l'Institut Thomas More, et faire apparaître LISIBLEMENT sa provenance. Pour toute information, suggestion ou tout envoi de textes, vous pouvez adresser un message à [info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org) ou téléphoner au + 33 (0)1 49 49 03 30.

Etabli à Bruxelles et Paris, présent à Budapest et Rome, réunissant des personnalités de nombreux pays européens, l'Institut Thomas More est un think tank d'opinion, européen et indépendant.

Il diffuse auprès des décideurs politiques et économiques et des médias internationaux des notes, des rapports, des recommandations et des études réalisés par les meilleurs spécialistes.

L'Institut Thomas More est à la fois un laboratoire d'idées et de propositions neuves et opératoires, un centre de recherches et d'expertise, un relais d'influence.

**Bruxelles**

Avenue Eugène Demolder, 112  
B-1030 Bruxelles  
Tel : +32 (0)2 647 32 34  
Fax : +32 (0)2 646 28 21

**Paris**

49, boulevard de Courcelles  
F-75 008 Paris  
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30  
Fax : +33 (0)1 49 49 03 33

[info@institut-thomas-more.org](mailto:info@institut-thomas-more.org)  
[www.institut-thomas-more.org](http://www.institut-thomas-more.org)